

# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494

JUILLET - AOUT 1989

N° 180

PRIX: 4 FF

# **CONFLIT**

## **SENEGAL-MAURITANIE**

### **DEFENDONS-NOUS**

#### **EN TANT QUE PAUVRES**

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

é d i t o r i a l

SOMMAIRE

CONFLIT SENEGAL - MAURITANIE :

DEFENDONS - NOUS EN TANT QUE PAUVRES

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4 à 6

- Mauritanie: derrière la déportation des Négro-africains, il y a les intérêts de quelques riches.

- Pas d'illusions à se faire sur nos dirigeants.

Page 6

- Sénégal: les dons ne parviennent pas aux destinataires

Pages 7 et 8

- Côte d'Ivoire: Houphouët Boigny se soumet à la loi du marché capitaliste.

Pages 8 et 9

- Tchad-Libye: palabre avortée sur la fausse querelle de frontière.

Pages 9 et 10

- Rencontre Mandela-Botha: un geste qui en dit long.

Pages 10 et 11

- Vive la grève des mineurs!

Pages 11 à 13

- Il y a 200 ans, la Révolution française.

De nombreux travailleurs émigrés, originaires de la vallée du fleuve Sénégal, sont directement touchés par les conséquences du conflit qui a éclaté au mois d'avril entre le Sénégal et la Mauritanie. Certains de ces travailleurs ont perdu leurs familles, d'autres, ils sont nombreux, ont appris que leurs familles ont été déportées sur la rive gauche; on a pris leurs terres et confisqué leur bétail.

Tout cela a bien entendu provoqué beaucoup de colère et d'indignation parmi les travailleurs de cette région dont les familles vivent le drame. Certains disent qu'ils sont prêts à se défendre par les armes. Il semblerait même que d'autres ont commencé à collecter de l'argent en vue de se procurer des armes pour se battre contre les Maures qui se sont emparés de leurs terres.

Les travailleurs ont raison de vouloir s'armer pour se défendre contre la violence des autorités mauritaniennes. Ils ont raison d'affirmer la nécessité d'avoir recours aux armes pour obliger les expropriateurs à leur restituer la terre. Car la force est le seul langage que comprennent les autorités.

Au-delà des brutalités et de la violence dont ont été victimes les Mauritaniens noirs, c'est le problème de la terre de la vallée du fleuve (le Walo) qui, en effet, est au centre du conflit. Cette région qui borde le fleuve et qui peut atteindre parfois une vingtaine de kilomètres de largeur est traditionnellement habitée par des Soninkés, des Peulhs ou des Wolofs, entre autres ethnies, qui y pratiquent l'agriculture ou l'élevage en profitant des crues du fleuve. Certains paysans habitent sur la rive gauche tout en ayant leurs champs sur la rive droite, c'est-à-dire en Mauritanie.

Jusqu'à ces dernières années, cela ne posait pas un gros problème, bien que des incidents mineurs aient eu lieu parfois. Aujourd'hui, la terre de la région du fleuve est au centre du conflit qui oppose les deux pays. Le gouvernement sénégalais prétend que selon les tracés de 1933, la séparation entre le Sénégal et la Mauritanie se trouve à vingt kilomètres à l'intérieur de la rive droite du fleuve. Par contre, pour le gouvernement mauritanien qui s'en tient aux frontières héritées des indépendances, c'est le fleuve qui est la ligne de démarcation entre les deux pays.

Ce n'est pas par hasard si ce conflit éclate ouvertement aujourd'hui, car cette région est actuellement un objet de convoitise, il y a des intérêts de gros sous derrière tout cela. Depuis quelques années, en effet, l'aménagement du fleuve avec ses barrages et ses travaux d'irrigation a mis en valeur la terre de cette région. Devenue exploitable, donc source de profits, la terre est pour les riches une

A B O N N E M E N T

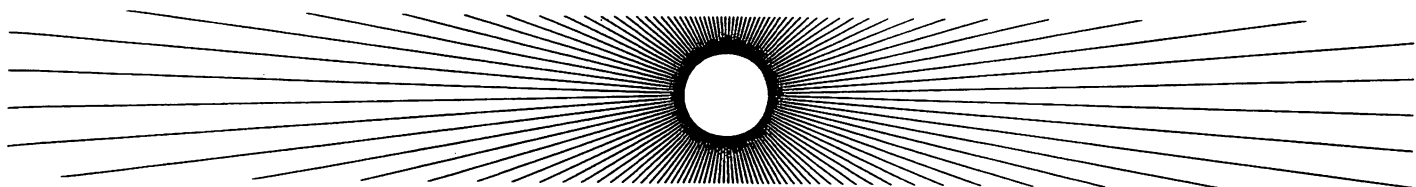
Voir à la page 13

marchandise. Certaines régions, du côté de Rosso et de Richard Toll, sont déjà occupées par un trust de la canne à sucre. Du côté de Matam, les meilleurs terrains sont pris par la SAED, soi-disant pour aménager des "fermes pilotes" et pour servir de "modèle" aux paysans non habitués à l'agriculture moderne. Mais il n'y a pas que des trusts qui soient attirés par l'aménagement du fleuve. Du côté mauritanien comme sénégalais, la terre est devenue un objet de spéculation.

Les riches maures ou sénégalais qui ont les moyens d'acheter ces terres vont éjecter impitoyablement les paysans pauvres. En Mauritanie, après la déportation massive des paysans négro-africains, les riches maures ne payent même pas la terre. Ils se procurent auprès des autorités mauritaniennes des "titres de propriété". Même là où il n'y a pas de problème de frontière, ce même processus d'expropriation se produit déjà, à l'intérieur d'un même pays. Cela est le cas par exemple à Matam, au Sénégal, où des petits paysans ont été expropriés au profit d'un riche marabout venu de Touba pour faire des affaires juteuses.

Il est important de comprendre cela et de nous organiser, de nous armer pour défendre nos intérêts en tant que pauvres. Cela présente l'avantage, d'une part, d'avoir la possibilité de trouver des alliés du côté des Maures pauvres qui n'auraient aucun intérêt à se réjouir de l'expulsion d'autres pauvres de leur terre; d'autre part, c'est le seul moyen d'empêcher des gens qui, pour défendre leurs intérêts égoïstes, n'hésiteront pas à jouer sur la même appartenance ethnique, culturelle ou autres, et à détourner ainsi la colère des pauvres contre leurs voisins d'en face.

Les récents événements sanglants en Mauritanie et au Sénégal, dont les principales victimes étaient des petites gens devraient nous permettre de comprendre que si nous ne voulons pas que notre colère soit utilisée à d'autres fins que les nôtres, nous devons nous armer en tant que pauvres pour la défense de nos intérêts.



## M A U R I T A N I E

### DERRIERE LA DEPORTATION DES NEGRO-AFRICAINS,

#### IL Y A LES INTERETS DE QUELQUES RICHES

Selon les chiffres donnés par le gouvernement sénégalais, le nombre des "déportés" mauritaniens (c'est-à-dire des Négro-africains de nationalité mauritanienne et chassés de la Mauritanie parce que noirs) serait au moins de 70.000. Ils sont en grande partie massés sur le bord du fleuve du côté sénégalais, dans des camps de réfugiés de fortune, sans infrastructure, en proie à des épidémies qui menacent en cette période d'hivernage.

Ces "déportés" viennent donc s'ajouter au nombre de plusieurs dizaines de milliers de Sénégalais qui ont fui ou qui ont été chassés de la Mauritanie après les affrontements sanglants de Nouakchott et de Dakar. Au début du mois de juillet, il y avait déjà plus de 130.000 personnes "déplacées" alors que ce chiffre augmentait de jour en jour. Les autorités mauritaniennes confisquaient systématiquement les papiers d'identité des ressortissants mauritaniens négro-africains avant de les chasser vers le Sénégal, afin qu'ils ne puissent pas prouver qu'ils sont de nationalité mauritanienne. La plupart des villageois qui ont toujours vécu sur la rive droite du fleuve ont ainsi dû quitter leur terre, leur bétail et le peu de choses qu'ils possédaient, pour ne pas mourir sous les balles des militaires mauritaniens.

Selon les témoignages que nous avons pu recueillir ici auprès des travailleurs dont les familles ont vécu le drame, il est manifeste que les exactions et les violences subies par les populations négro-africaines ne sont pas le fait de quelques soldats mauritaniens excités ou épris de vengeance, mais qu'ils agissent suivant des ordres venus d'en haut.

Ainsi par exemple, dans le village de Garly (département de Magama), l'armée est intervenue pour confisquer les biens des villageois sous prétexte qu'ils auraient refusé de faire monter des Maures dans leurs pirogues pour leur faire traverser le fleuve. Dans un autre village, des militaires sont venus carrément racketter les paysans en leur demandant de leur "offrir" les maigres produits de leurs récoltes. Les villageois ont refusé. Les militaires ont tué deux d'entre eux. Bien d'autres villages ont connu les mêmes exactions.

Les travailleurs émigrés, particulièrement ceux originaires de cette région en conflit, sont révoltés à juste titre par cette situation. Il existe parmi eux le sentiment qu'il faut se défendre y compris par les armes pour récupérer leur terre et leur bétail. Les travailleurs ont raison de penser qu'il faut s'organiser, y compris militairement pour défendre leurs familles. Mais il faudra qu'ils sachent qu'il y aura en face d'eux toute une armée, tout un Etat qui n'hésitera pas à massacrer.

La décision de chasser de la Mauritanie les populations négro-africaines vient du sommet de l'Etat mauritanien. Ce n'est que la suite de la même politique qui a imposé la langue arabe comme langue obligatoire et la charia comme système juridique. Toute cette politique qui tend à marginaliser, voire à exclure les Négro-africains, est exploitée par des hauts cadres maures intéressés par la perspective de grappiller quelques places et quelques privilèges créés par le départ des Négro-africains. Les Maures riches sont aussi intéressés par l'appropriation des terres qui ont pris de la valeur après la construction des deux barrages sur le fleuve.

Cette politique à l'encontre des populations négro-africaines semble également trouver un écho favorable, ou tout au moins, ne semble pas provoquer l'hostilité de la population maure, y compris chez les Haratines. Il semblerait même que ces derniers servent de bras armé au régime pour faire peur aux Négro-africains. Pour que les Haratines ne se solidarisent pas avec les Négro-africains, les autorités leur ont donné par exemple le droit d'occuper les habitations laissées vacantes par le départ de ceux-ci. On leur aurait également promis que les terres appartenant aux paysans peulhs, soninkés et wolofs leur seraient attribuées.

Cette démagogie semble payante pour l'Etat mauritanien jusqu'à présent. Mais les Haratines auraient tort de marcher dans cette combine criminelle en croyant qu'ils tireront profit de la déportation des Négro-africains. Car la terre, ce sont les riches qui l'auront. Eux, les Haratines, ils auront tout au plus le "droit" de se faire exploiter comme ouvriers agricoles, et leur situation ne se trouvera pas plus changée que celle qui est la leur actuellement.

Le régime d'Ould Taya, tout comme ceux qui l'ont précédé, est une dictature, pas seulement contre les Négro-africains. Il l'a montré tout récemment en faisant assassiner ses propres étudiants, noirs comme arabo-berbères, lors des manifestations de décembre 1988 à Nouakchott. Ould Daddah l'avait aussi montré en réprimant sauvagement les mineurs de Zouérate lors de la grève de 1968.

Il est donc dans l'intérêt des exploités négro-africains révoltés par cette situation de chercher à détacher les Haratines (qui ont eux-mêmes des comptes à régler avec l'appareil d'Etat) et les Maures pauvres des Maures riches et des féodaux galonnés, et d'en faire des alliés contre eux. Les riches et les dirigeants ne reculeront que s'ils rencontrent une résistance populaire capable de mettre en danger leurs privilèges et leurs places.

### PAS D'ILLUSIONS A FAIRE SUR NOS DIRIGEANTS

Dès que les incidents du village de Diawara au Sénégal se sont transformés en affrontements entre Maures (mauritaniens) et sénégalais et qu'ensuite une menace de guerre a plané sur les deux pays, un courant s'est constitué ici en France parmi les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest, plus particulièrement parmi les Mauritaniens et les Sénégalais, pour protester contre la guerre.

Ce courant a pris la forme d'un collectif d'organisations africaines diverses, qui a eu le mérite non seulement de dire tout haut son indignation, mais aussi d'organiser des manifestations devant les ambassades des deux pays, de tenir plusieurs réunions publiques pour dénoncer la politique des deux gouvernements. Notre organisation a, en participant à ce collectif, fait appel à la manifestation du 17 juin à Paris pour protester contre la menace de guerre.

Mais au-delà de ces diverses manifestations, ce qui ressort le plus c'est que la majorité de ces organisations ont l'air de tenir à une idée qui leur est particulière. La plupart d'entre elles pensent que l'une des solutions pour mettre fin à cette situation, c'est de faire appel à la raison des dirigeants du Sénégal et de la Mauritanie. Entre autres choses, elles ont proposé de "créer une commission tripartite (Mali-Mauritanie-Sénégal) avec des représentants de l'OUA, de la Ligue arabe et de l'ONU comme observateurs pour trouver des solutions de compromis satisfaisantes pour les deux pays".

... / ...

En fait cela revenait à dire qu'il faut compter sur nos dirigeants d'Afrique et d'ailleurs pour trouver une solution. Nous ne sommes évidemment pas de cet avis. Bien au contraire, nous pensons qu'il ne faut se faire aucune illusion sur ces hommes qui nous gouvernent pour trouver ne serait-ce que le début d'une solution.

Depuis des décennies, on les a vus à l'oeuvre. Ils oppriment les peuples, ils emprisonnent les opposants et les assassinent même, ils matraquent et tirent sur les ouvriers en lutte comme à Zouérate, et si c'est nécessaire, ils opposent les peuples les uns aux autres. Faut-il vraiment s'adresser à eux pour qu'ils arrêtent ce qu'ils font depuis toujours? Faut-il demander à nos bourreaux d'arrêter de tuer, d'opprimer, d'exploiter et de créer des divisions entre les peuples? Evidemment que non!

On doit plutôt chercher à abattre leur pouvoir, leurs Etats, leur système. Bien sûr que ceci n'est pas en contradiction avec le fait que si les pauvres d'Afrique ne sont pas prêts pour l'instant à abattre les régimes pourris dans nos pays, on puisse tout de même s'organiser pour protester et montrer notre indignation sans pour autant compter sur nos dirigeants et sans donner l'illusion aux pauvres, aux prolétaires d'Afrique, qu'en s'adressant sagement à eux ils nous écouteront bien un jour.

Le seul langage qui pourra un jour les faire reculer, c'est la lutte; c'est lorsque des centaines de milliers de travailleurs, de pauvres, descendent dans les rues, dans les villes du Sénégal, de la Mauritanie ou d'autres pays d'Afrique, s'engagent dans la lutte non seulement contre l'oppression et l'exploitation mais aussi contre les affrontements fratricides.

## S E N E G A L

### LES DONS NE PARVIENNENT PAS AUX DESTINATAIRES

De nombreuses organisations humanitaires ont envoyé divers dons au gouvernement sénégalais afin de venir en aide aux populations qui ont fui ou qui ont été chassées de la Mauritanie. Mais la plus grande partie de ces aides est détournée par des charognards.

Ainsi, selon l'aveu même d'un "conseiller technique" d'un ministre sénégalais, sur les 67 tentes envoyées par une organisation non gouvernementale, seules 7 sont parvenues dans la région du fleuve. C'est pareil pour les médicaments.

Et pourtant toutes ces choses sont importantes en cette période d'hivernage où il faut s'abriter de la pluie et lutter contre toutes sortes de maladies.

Le gouvernement fait semblant de pleurer sur le sort des réfugiés, mais il est incapable d'empêcher les détournements des dons par ses fonctionnaires verveux.

## C O T E D ' I V O I R E

### HOUPHOUËT BOIGNY SE SOUMET A LA LOI DU MARCHE CAPITALISTE

Houphouët Boigny n'a pas pu tenir sa parole. Par deux fois, il a dû céder devant les institutions financières internationales qui lui demandaient de baisser le prix de cacao au producteur ivoirien et de réduire le train de vie de l'Etat. A cela doit s'ajouter une autre exigence: réduire le nombre des fonctionnaires par une mise en retraite anticipée par exemple.

Ce sont là les conditions à remplir pour l'octroi d'un nouveau prêt au gouvernement ivoirien. Dans un premier temps, Houphouët avait juré qu'il ne livrerait pas une seule fève de cacao tant que les cours mondiaux restaient bas. Il fut contraint devant les nécessités économiques de brader le cacao à la société Sucres et Denrées, le stockage en particulier ne lui revenant pas très cher. Il vient ensuite de perdre un nouveau pari. Il avait affirmé que jamais, de son vivant, il n'accepterait de baisser le prix du kg de cacao payé aux planteurs ivoiriens. Houphouët passait pour un grand défenseur de ces planteurs.

Mais il vient de céder lamentablement devant les pressions de l'impérialisme par l'intermédiaire de ses institutions financières telles que la Banque Mondiale et le FMI. Il a finalement obéi en annonçant la réduction de 400 à 250 FCFA le prix du kg de cacao payé aux paysans. Selon certaines sources, cette décision représente un manque à gagner de 13,5 milliards de francs CFA.

Houphouët Boigny est contraint de céder à cause de la situation économique catastrophique du pays. Les caisses de l'Etat sont vides. L'Etat a de grosses difficultés pour payer les fonctionnaires. La dette extérieure du pays est énorme. Pour faire face à cette situation, Houphouët a besoin d'un prêt.

Houphouët, vieux politicard, connaît bien la manière de procéder de ces institutions financières. Il sait qu'elles ne reculent devant aucun obstacle lorsqu'il s'agit de leurs intérêts. Elles ont mille et un moyens de remercier les valets qui ne leur obéissent pas à la lettre. En bon serviteur de l'impérialisme, Houphouët Boigny a accepté de réduire encore plus le niveau de vie de la population laborieuse.

Les petits planteurs ont du mal à joindre les deux bouts. La plupart n'ont pas pu vendre cette année leur stock de cacao, faute de preneurs. Il y a un mois, le gouvernement avait annoncé que tout le stock de cacao était écoulé, alors que dans le même temps, des camions-remorques remplis de cacao attendaient à Vridi, dans la zone industrielle. Même ceux qui parviennent à écouler leur produit ne reçoivent qu'un bout de papier; ils attendent pour toucher leur argent. D'autres se font arnaquer par des intermédiaires qui s'évanouissent dans la nature.

Quant aux travailleurs des entreprises privées ou d'Etat, leur situation n'est guère meilleure. Ceux qui travaillent sont considérés, en cette période de crise, comme des privilégiés, car il est très difficile de trouver du travail. La tendance est plutôt aux licenciements. Le nombre de chômeurs se multiplie. L'argent se fait rare pour les pauvres, alors que les prix des denrées de première nécessité ne font que monter.

Cette situation de crise a créé un mécontentement général dans les couches populaires, même s'il ne s'exprime pas encore ouvertement. Mais il ne faut pas grand-chose pour que certains signes apparaissent. La grève des chauffeurs de "gbaka" (travailleurs des transports privés abidjanais) qui a duré deux jours était un mécontentement dirigé contre le régime. Les grévistes se sont révoltés parce

qu'un policier qui cherchait à rançonner des chauffeurs a tiré sur l'un d'eux. Le mécontentement s'est aussi manifesté lors des "marches de soutien" à la politique de Houphouët, organisées par le régime. Beaucoup de gens les ont boudées. Ces marches de soutien n'ont pas eu l'écho que voulaient les organisateurs. De même la manifestation du 1er mai transformée en défilé de soutien à la politique de Houphouët n'était pas formidable; beaucoup de travailleurs, contraints d'y aller, traînaient les pas ou désertaient à la moindre occasion.

Le mécontentement est donc bien réel dans les couches populaires. Mais s'il n'existe pas une organisation révolutionnaire prolétarienne pour diriger et faire aboutir cette révolte qui, de toute façon va éclater, la lutte des travailleurs et des pauvres risque d'être sans lendemain; au pire des cas, elle peut déboucher sur une boucherie comme en Algérie tout récemment, lors de la révolte de la "semoule".

## T C H A D - L I B Y E

### PALABRE AVORTEE SUR LA FAUSSE QUERELLE DE FRONTIERE

Annoncée comme un événement par certains, comme le triomphe de la palabre africaine par d'autres, alors même qu'elle n'a pas encore eu lieu ou qu'aucun résultat tangible n'en est encore sorti, la rencontre entre Habré et Kadhafi à Bamako n'a pas produit le miracle escompté. La montagne a accouchée d'une souris. Organisée par Moussa Traoré en présence des présidents Bongo du Gabon et Chadli de l'Algérie, cette rencontre qui avait pour but de résoudre le conflit entre le Tchad et la Libye a platement échoué au grand dam du dictateur malien qui espérait en tirer un succès diplomatique.

La rencontre était censée se dérouler autour d'un plan conçu par l'Algérien Chadli. Ce plan comprenait différents points qui devraient donner lieu à des discussions entre les deux protagonistes et permettre l'établissement d'un accord-cadre. Entre autres points, il devrait y avoir l'engagement des deux pays à résoudre le conflit frontalier qui les oppose, par des moyens politiques ou un arbitrage international, un cessez-le-feu, l'échange des prisonniers de guerre, etc.

Mais ces discussions n'ont pas vraiment eu lieu. Dès le début de la rencontre, des conditions imposées de part et d'autre ont tout bloqué: Habré a demandé la démilitarisation de la bande d'Aouzou par la Libye alors que Kadhafi, de son côté, a réclamé le départ des troupes françaises du Tchad; et cela a suffi pour faire échouer la rencontre qui, de toutes les façons, ne pouvait que créer des illusions.

Cela fait longtemps que le problème de la bande d'Aouzou constitue une source de conflit entre le Tchad et la Libye. En son temps, par exemple, le dictateur Malloum, dans sa lutte contre le Frolinat (Front de Libération Nationale du Tchad) soutenu par Kadhafi, a exploité à fond ce problème pour se présenter comme le défenseur de l'intégrité territoriale du Tchad contre la menace de "l'invasion libyenne". A l'époque, Habré était, avec Goukouni, l'allié de la Libye. L'occupation de la bande d'Aouzou par le dictateur de Tripoli ne lui posait aucun problème. En 1973, il avait même assisté à l'implantation du drapeau libyen dans cette région, sans dire un mot, en échange du soutien de Kadhafi.

... / ...



Mais aujourd'hui Habré, lui aussi, agit de la même façon que l'ancien dictateur Malloum. Il ne fait que répéter les mêmes choses, utiliser les mêmes recettes pour atteindre les mêmes objectifs. Depuis son arrivée au pouvoir, tout son programme politique se résume au fait de brandir la menace de "l'invasion libyenne". Le problème de la bande d'Aouzou est devenu pour lui un prétexte qu'il ressort chaque fois que son pouvoir est menacé, comme c'est le cas aujourd'hui, depuis que certains de ses anciens compagnons, tels que Idris Déby et autres, ont tenté de le renverser et organisent une rébellion armée contre son régime à l'Est du pays.

Les dictateurs Habré et Kadhafi savent très bien que le nationalisme et le chauvinisme sont des moyens très efficaces pour tromper les pauvres, pour leur faire oublier les vrais problèmes qui sont la misère et la dictature. Ils leur font croire que les frontières sont quelque chose de "sacré" qu'on doit défendre et pour lequel on doit se battre et se sacrifier. En réalité, les frontières ne servent à rien d'autre à part le fait de diviser les populations. C'est pour cela d'ailleurs que les colonisateurs les ont tracées. Nos dirigeants, eux, l'ont bien compris et exploitent bien ces frontières pour diviser les populations et les opposer les unes aux autres afin de renforcer leur dictature.

Les travailleurs et les pauvres en général n'ont aucun intérêt à défendre ces frontières qui les divisent. Ils ont tout intérêt à ce que ces frontières disparaissent pour qu'il n'y ait aucune séparation. L'avenir n'est pas dans la défense des frontières héritées du colonialisme. Il est plutôt dans leur destruction en vue de la constitution d'un vaste ensemble pour mettre en commun toutes les richesses et les énergies des populations. Mais pour cela, les travailleurs devront d'abord se débarrasser de ces dirigeants sanguinaires qui, pour sauvegarder leurs privilèges, sont capables d'entraîner les populations à se massacrer, comme ce fut le cas tout dernièrement au Sénégal et en Mauritanie.

## RENCONTRE MANDELA-BOTHA

### UN GESTE QUI EN DIT LONG

Il n'y a pas longtemps, le dirigeant nationaliste noir, Nelson Mandela, a rendu visite à Botha, le dirigeant du système raciste en vigueur en Afrique du sud. Cette visite a créé un certain malaise ou suscité une certaine indignation dans quelques milieux proches ou sympathisants de l'ANC (l'African National Congress) qui dirige la lutte contre l'apartheid dans ce pays. Dans un communiqué, Winnie Mandela, l'épouse du chef nationaliste du même nom, a même jugé nécessaire de préciser, à propos de cette visite, qu'il ne s'agissait pas d'une démarche politique mais plutôt d'une simple visite de courtoisie.

Démarche politique ou visite de courtoisie, cela ne change rien quant au fond. Même si Nelson Mandela a toutes les raisons du monde de haïr les dirigeants racistes blancs de l'Afrique du sud, le fait qu'il rencontre Botha pour discuter de l'avenir du pays illustre que sur des points fondamentaux ils peuvent trouver un terrain d'entente. Car, ce que cherche Mandela, ce n'est pas de détruire le système d'exploitation capitaliste sur lequel l'apartheid prend ses racines, mais tout simplement de le réformer dans le sens d'une participation majoritaire de la bourgeoisie noire au pouvoir.

La bourgeoisie noire n'aspire qu'à un régime qui lui permettrait d'accéder à la direction politique de l'Etat. Elle voudrait un régime comme ceux qui existent déjà dans les autres pays du continent. A la suite de sa rencontre avec Botha, Mandela lui-même a déclaré qu'il n'est pas pour le chaos, qu'il est pour les réformes. En clair, cela veut dire que son objectif n'est pas de changer de fond en comble la société d'injustice qui est celle de l'apartheid. Il se contenterait certainement d'une situation comme celle du Zimbabwe par exemple, avec un président noir, une assemblée, un gouvernement à majorité noire, mais où les problèmes essentiels d'exploitation, d'injustice, de dictature restent les mêmes pour les opprimés comme au temps du système colonial et raciste d'Ian Smith.

Et cela même les dirigeants racistes de l'Afrique du sud le savent et en sont conscients. C'est pourquoi, à la suite de la rencontre entre Mandela et Botha, ils ont lancé un appel à l'ANC pour lui demander de renoncer à la violence et de suivre la voie du pacifisme que le dirigeant nationaliste noir vient d'adopter.

Le choix du nationalisme, qu'il soit noir ou blanc, qu'il se fasse de façon pacifique ou de manière violente comme en Algérie, ne mène, dans tous les cas, qu'à une impasse. Même les militants nationalistes membres de l'ANC ou ses sympathisants qui critiquent la visite de Mandela ne proposent pas une autre politique que la sienne. Ils ne remettent pas en cause le système d'exploitation capitaliste.

Une autre politique, opposée à la leur, ne peut venir que des travailleurs. Si c'est le prolétariat sud-africain, le plus nombreux et le plus combatif du continent, qui prend la direction de la lutte contre l'apartheid, cela changera du tout au tout. Non seulement que le problème de l'apartheid sera résolu, mais ceux fondamentaux d'exploitation, d'injustice, de dictature trouveront aussi leurs solutions. Mais pour cela, il faut que naisse au sein de ce prolétariat une organisation révolutionnaire indépendante des travailleurs conscients de leurs intérêts et militant pour la prise du pouvoir par les opprimés.

U R S S

VIVE LA GREVE DES MINEURS!

L'URSS de Gorbatchev vient d'être secouée par une importante grève des mineurs de la Sibérie et de l'Ukraine. Près de 200.000 mineurs ont arrêté de travailler pour revendiquer des augmentations de salaires, des meilleures conditions de travail et une meilleure gestion de la production dont les plus grands profiteurs sont les bureaucrates de l'appareil d'Etat et du parti.

Très vite, Gorbatchev a réagi en promettant un certain nombre de mesures comme l'importation des denrées alimentaires et des marchandises de première nécessité pour remplir un peu les étagères des magasins d'Etat désespérément vides de ces produits de base. Gorbatchev a aussi très vite promis qu'il allait étudier très prochainement les autres revendications.

Visiblement, les dirigeants russes ont eu peur de la réaction de la classe ouvrière. Ils ont peur que les grèves s'étendent à d'autres catégories de travailleurs et dans d'autres régions. Et ils ont raison d'avoir peur de la classe ouvrière car celle-ci peut, par la grève générale, mettre en péril toute la bureaucratie en paralysant toute l'économie du pays.

Cette grève mobilisant 200.000 mineurs sur une population ouvrière de près de 100 millions de personnes est tout de même un événement relativement nouveau en URSS. La dernière grève importante connue, celle dont les informations ont pu sortir de l'URSS, remonte à 1962. Elle a été réprimée dans le sang.

Depuis la "perestroïka" de Gorbatchev, les seuls qu'on avait jusqu'à présent entendu s'exprimer étaient les membres de l'intelligentsia à qui Gorbatchev a laissé une petite ouverture démocratique tout en les surveillant de près. Gorbatchev va-t-il laisser cet air de "perestroïka" se développer dans la classe ouvrière? Ne cherche-t-il pas à utiliser le mécontentement qui traverse une partie de la classe ouvrière pour régler quelques comptes à ceux qui dans l'appareil s'opposent à lui?

En tout cas, la bureaucratie russe craint fortement la réaction de la classe ouvrière. Elle sait que le véritable danger qui la menacerait viendra d'elle. Durant ces dernières années, la bureaucratie n'a pas eu à faire à la lutte de la classe ouvrière. Mais la grève des mineurs qui, pour le moment, semble se limiter à quelques régions, pourrait bien être le signe du réveil politique de la classe ouvrière. Si c'est bien le cas, bien de choses peuvent changer, et pas en URSS seulement, car la classe ouvrière de ce pays peut renouer avec les traditions révolutionnaires qui étaient les siennes en 1917 et qui lui ont permis d'être à la tête du prolétariat mondial contre la bourgeoisie.

## I L Y A D E U X C E N T S A N S

### LA REVOLUTION FRANCAISE

Un grand bouleversement social a balayé la monarchie en France, il y a deux cents ans. C'est la Révolution française dont la bourgeoisie vient de célébrer le bicentenaire, conçu comme une entreprise commerciale devant lui rapporter de l'argent.

En 1789, la France se trouvait dans une situation de crise économique doublée d'une crise financière. La monarchie avait de gros problèmes financiers et elle avait besoin de la caution des représentants élus pour pouvoir lever de nouveaux impôts. Sur la convocation du roi, les Etats généraux, c'est-à-dire les représentants de la noblesse, du clergé et du peuple -en fait de la bourgeoisie- se sont réunis le 5 mai.

Les bourgeois qui jouaient un rôle économique important mais ne bénéficiaient pas des mêmes droits que les nobles voulaient en finir avec les privilèges de ceux-ci et ils revendiquaient l'égalité civile. Les nobles s'accrochaient à leurs privilèges. Il y eut une sorte d'épreuve de force entre eux et les bourgeois. Ceux-ci se constituèrent en Assemblée nationale le 17 juin. Le roi était contre cette Assemblée. Il fit appel à des troupes étrangères composées de soldats allemands et suisses. Ceux-ci étaient prêts à intervenir à tout moment. L'Assemblée nationale, intimidée, ne prit aucune initiative. Elle se contentait de faire des discours.

C'est l'intervention du peuple de Paris sur la scène politique qui allait modifier complètement la situation. Le peuple avait faim à la suite d'une mauvaise récolte l'année précédente. De plus, les riches profitaient de la pénurie pour spéculer sur le grain. Il en résulta une augmentation excessive du prix du pain alors que les travailleurs gagnaient un salaire de misère.

Des émeutes de la faim éclatèrent un peu partout, à Paris comme en province. C'est ainsi, par exemple, que les 27-28 avril, plusieurs centaines d'ouvriers parisiens saccagèrent une manufacture de papiers peints du faubourg Saint-Antoine parce que le patron a laissé entendre qu'il était pour la réduction des salaires. La troupe royale réprima durement. Il y eut 300 morts.

Mais l'intervention décisive des masses parisiennes est celle qui eut lieu à la suite du renvoi de Necker, le seul ministre populaire du roi. Lorsque le 12 juillet, elles apprirent cette nouvelle, elles décidèrent de s'organiser pour se défendre elles-mêmes. Elles se précipitèrent aux Invalides où il y avait un dépôt d'armes et s'emparèrent de ces dernières.

Mais il manquait de munitions. Les ouvriers du quartier Saint-Antoine savaient que des munitions étaient transférées à la Bastille. Pour avoir de la poudre et des balles, il fallait attaquer la Bastille. C'est ainsi que le 14 juillet, les insurgés ont réussi à prendre la Bastille au prix d'un combat sanglant faisant près de 100 morts dans leurs rangs.

Cette Bastille était pendant longtemps une prison où l'on incarcérait des gens sur une simple lettre portant le cachet du roi. Elle représentait donc l'arbitraire royal. En matière d'injustices, la monarchie française rappelle par certains aspects les dictatures en Afrique.

A l'époque, on pouvait arrêter arbitrairement, torturer, envoyer aux galères, condamner à l'écartèlement ou à la roue ceux qui ne plaisaient pas, pour une raison ou une autre, à la "justice" royale.

Face à toutes ces injustices et les privilèges des possédants, l'intervention des masses populaires qui a commencé ce 14 juillet allait balayer tout l'ancien ordre social. C'est ce grand bouleversement social qui donna naissance à la France moderne. Les droits démocratiques en France sont entre autres les résultats de cette insurrection populaire de 1789.

Cette révolution a eu lieu il y a de cela deux siècles, mais les leçons qu'on peut en tirer sont toujours d'actualité. Tout comme la bourgeoisie a eu à faire sa révolution pour détruire la société féodale, le prolétariat de nos jours a aussi besoin de faire sa révolution pour faire accomplir un nouveau bond à l'humanité.

Dans nos pays où partout, c'est la dictature et la misère, les libertés démocratiques et la justice sociale ne peuvent naître un jour que d'une insurrection comme celle du peuple de Paris.

Cela est possible. Paris au XVIIIème siècle comptait 600.000 habitants composés en majorité d'artisans, de compagnons, d'ouvriers, de petites gens, des paysans écrasés d'impôts et de charges, chassés de la campagne par la misère et vivant de la mendicité etc...

... / ...

Cette situation est celle que connaissent toutes les villes africaines. De plus, les grandes villes africaines comme Abidjan, Lagos, Kinshasa, Douala ou Johannesburg concentrent des populations de loin plus importantes que celle de Paris de l'époque de la révolution. Il y a là une force sociale capable de changer profondément les choses en Afrique.

Si les travailleurs africains étaient conscients de leur force, de leurs intérêts, et s'ils étaient organisés, ils pourraient réaliser une révolution d'une autre nature qui mettrait fin à la propriété privée des moyens de production, à l'exploitation et à toutes les formes d'oppression.

\*

\*

\*

\*

### A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement  
en liquide ou en timbres-postes courants.

### ETRANGER

Même tarif mais uniquement  
en coupons-réponses internationaux

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.